DIAL 3261

BRÉSIL - Mônica Santo Francisco : « La périphérie n'a jamais été endormie »

Marilza de Melo Foucher

mercredi 18 décembre 2013, mis en ligne par Dial

Dans ce numéro, et dans le prolongement d'un texte d'Eduardo Tomazine Teixeira publié il y a deux ans sur le programme d'occupation permanente de favelas de Rio par les Unités de police pacificatrice [1], nous publions deux textes, mêlant témoignage et analyses sur la vie dans les favelas de Rio. Le premier, ci-dessous, est un entretien avec Mônica Santo Francisco, qui habite dans la favela de Borel, au nord de Rio. L'entretien a été réalisé par Marilza de Melo Foucher correspondante du Correio do Brasil à Paris.

Formée en sciences sociales, Mônica Santo Francisco est âgée de 43 ans et habite la favela de Borel [2]. Elle est partie prenante du Réseau des institutions de Borel dont elle est conseillère et organisatrice, ainsi que de l'initiative Occupe Borel. Fondatrice et membre du Groupe Arteiras, Mônica Francisco est active dans un groupe de femmes qui produisent de façon collective et autogérée et qui fait partie du Réseau des femmes entrepreneuses. Mônica est également l'une des fondatrices du Forum zone nord - zone sud d'économie solidaire. Cette femme noire, combative, ne cherche pas à cacher son beau visage derrière un masque pour assumer ses engagements politiques. Elle a conscience que sans l'organisation des exclus et sans pression populaire, les politiciens brésiliens ne voteront pas les réformes nécessaires. Les dernières mobilisations dans les principales villes brésiliennes ont fait surgir beaucoup de contradictions et beaucoup d'espoir. La périphérie n'a jamais été endormie dit Mônica Santo pour répondre à ma provocation.

Mônica, les mobilisations qui ont eu lieu dans les différentes capitales brésiliennes ont présenté plusieurs facettes. La première explosion est venue de l'augmentation du prix des billets de bus à São Paulo mais, tout au long du processus, les mots d'ordre des luttes ont augmenté en nombre et se sont diversifiés.

J'ai lu sur des pancartes : « La périphérie n'a jamais été endormie »… Pourquoi alors ces quartiers qu'on nomme périphériques n'ont-ils jamais tenté cette forme de mobilisation auparavant ? En fin de compte, vous êtes témoin de ce que les revendications et les mots d'ordre des luttes sont nombreux. Ils vont du manque d'infrastructures urbaines dans les favelas (par exemple : manque d'égouts pour les eaux usées et les eaux pluviales, manque de collecte de poubelles), sans compter la carence totale de services publics dans le domaine de l'éducation, de la santé et des transports collectifs, et avec la violence policière qui perdure…

Comment expliquez-vous les innombrables pancartes disant que la périphérie n'a jamais été endormie ?

De fait la favela, la périphérie, ou encore, les marges de la société n'ont jamais été endormies, pour la principale raison que la police ne les a jamais laissé dormir. Contrairement à ce que vous dites, la favela, les marges, la périphérie ont toujours été dans la rue, ont toujours crié, ont toujours tenté de défendre

leurs droits en criant dans la rue. Mais la ville n'a jamais voulu les entendre, n'a jamais pris en considération la lutte des périphéries, parce que leur lutte a toujours été considérée comme mineure, moins importante, ou encore à cause de l'invisibilité des acteurs concernés ou de l'influence négative des médias. Ces médias qui ont dit, par peur ou par connivence, que lorsque la lutte des favelas sortait de ses murs, elle était influencée par le trafic de drogue, ce qui a toujours éclipsé la lutte des périphéries. Un bon exemple de ce que je dis est l'expérience même de Borel, après la tuerie de 2003 qui a mobilisé les plus hautes autorités. Autour du slogan « Je peux m'identifier » s'est constitué un réseau actif – existant aujourd'hui sous le nom de Réseau des communautés contre la violence – qui rend visible l'assistance aux victimes et aux proches des victimes des violences de l'État, principalement. Si on faisait un recensement des informations relatives aux favelas, nous verrions que celles-ci ont toujours lutté et se sont toujours manifestées, mais que la forte répression dont elles sont l'objet et les médias qui leur sont contraires n'ont pas reflété ces luttes.

Aujourd'hui encore, quand pendant les manifestations il y eut une tuerie à Maré, [3], on n'a pas senti d'intérêt de la part de la société, même lorsque la favela est descendue dans la rue. L'intérêt et l'écho donné à la rue se sont manifestés lorsqu'il s'est agi d'actions dirigées par la classe moyenne, blanche et universitaire. C'est un fait.

Il est notoire que la planification urbaine dans les villes brésiliennes ne s'est jamais confrontée aux défis d'une réforme urbaine incluant les favelas. Celles-ci n'ont jamais été considérées comme des lieux victimes d'une urbanisation au rabais et discriminatoire. Comment analysez-vous cette situation à Rio ? Les gouvernements se succèdent, tant au niveau de l'État [de Rio de Janeiro] qu'au niveau municipal mais les irrégularités foncières demeurent et la planification territoriale est inexistante.

Eh bien, au Brésil et particulièrement à Rio, une des grandes idées fixes a été de faire disparaître ces espaces, à cause des perturbations qu'entraîne la proximité de la pauvreté, personnalisée et matérialisée par les favelas. Toutes les politiques prévues pour les favelas ont eu – et ont encore – l'intention de les faire disparaître du paysage urbain et de diriger leurs habitants vers des lieux toujours plus éloignés de la ville. La première grande intervention dans les favelas de Rio de Janeiro a eu lieu avec l'implantation du « Programme Favela quartier ». Il avait comme objectif l'urbanisation des favelas de Rio de Janeiro pour les inclure dans la ville et les transformer en quartiers. On espérait que tout allait se mettre en place grâce à une titularisation définitive et qu'à la fin les habitants des favelas auraient une garantie de propriété de leurs terrains. Ce fut, dans les années 1980, une tentative du gouvernement de Leonel Brizola grâce au programme « À chaque famille un terrain », qui attribuait aux habitants un document indiquant la localisation de son lot, lequel serait payé petit à petit au gouvernement qui garantissait ainsi le titre de propriété. Cela n'a pas très bien marché du fait de nombreuses difficultés à l'intérieur du gouvernement et dans les secrétariats. Un peu moins de 10 000 familles reçurent un titre, ce qui est dérisoire par rapport à l'ensemble des favelas. Mais cela a montré une certaine bonne volonté politique de traiter le problème, alors qu'aujourd'hui il n'est même plus reconnu.

Pour revenir au « Programme Favela quartier », il n'a pas joué son rôle, bien qu'il ait été mis en place à partir de vieilles revendications des mouvements communautaires. La participation populaire ne fut pas assez prise en compte et cela a contribué au fait que la question foncière n'a pas été résolue, restant une fois encore bloquée. Le plan directeur de 1992 prévoyait une remise en ordre urbaine, mais celle-ci est toujours perçue comme un levier pour des tentatives de réduction ou d'éloignement des favelas.

On imagina des stratégies complètement absurdes comme la construction de murs autour des favelas par le maire d'alors Luiz Paulo Conde. Le PAC [Programme d'accélération de la croissance] de Lula et Dilma n'a pas été non plus au fond des choses dans sa version PAC Favelas. À peine une favela de la zone sud de Rio de Janeiro fait l'objet d'un processus de régularisation foncière dirigé par l'ITERJ, l'Institut des terres de l'État [de Rio de Janeiro] qui, parmi de nombreuses interrogations, est porteur d'appréhension car les impôts inhérents à ce processus seront inévitables.

À ce jour, la population est constituée des couches subalternes de la société et beaucoup de gens

dépendent des programmes de redistribution des revenus pour vivre. Dans un monde où la plupart des foyers sont dirigés et à la charge de femmes qui ont un revenu d'environ un salaire minimum [800 reais soit 360 € par mois], ces problèmes doivent être amplement débattus et la participation populaire est fondamentale. Peut-être pour cette raison est-il plus facile de miser sur l'éloignement des favelas. Ces dernières années, Rio de Janeiro a subi des déplacements de favelas brutaux et beaucoup plus efficaces que lors des années 1950 et 1960, car ils résultent d'une politique perverse de *gentrification* [4] et de dénommées « expulsions blanches » pour lesquelles quitter la favela est synonyme d'un changement de vie des habitants. Mais le temps qu'ils se rendent compte de ce qu'est la réalité d'aller dans des zones encore plus précaires que les précédentes, ils ne peuvent déjà plus retourner car les prix ont monté, ce qui entraîne l'expulsion des autres qui ne peuvent payer ces prix. Ceci est aussi le résultat de la nouvelle politique de sécurité publique et d'occupation des favelas [5].

Une polémique récente a porté sur le fait qu'à la demande de la mairie de Rio, les favelas soient retirées de la carte du site Google Earth et que l'appellation favela soit retirée de celles qui ont été pacifiées, c'est-à-dire de celles qui sont occupées par la police. Ceci vous permet peut-être de mesurer qu'on est loin de résoudre la question de la titularisation et de l'attribution définitives de la possession de leur terrain aux habitants des favelas.

Ce qu'on souhaite en fait c'est que la favela telle que nous la connaissons disparaisse. Pour y arriver un processus dont j'ai déjà parlé se met en place de façon féroce et silencieuse, dans les favelas de la zone sud principalement. La *?gentrification* se réalise avec de plus en plus d'efficacité. Cela se fait de la façon suivante : des habitants ou des anciens habitants de secteurs riches de la ville déménagent pour aller par exemple en haut du Morro do Vidigal [6], attirés par les prix, la vue magnifique et la proximité de la plage. Un hôtel de luxe est en construction en haut du site par l'architecte Hélio Pelegrino. Des artistes pop y ont déménagé, lui donnant un style de nouvelle Santa Teresa, le quartier *cool* de Rio qui abrite artistes et intellectuels, le « Montmartre » de Rio.

Les habitants d'origine n'arrivent déjà plus à y rester à cause des prix qui montent et, dans ce tourbillon, le problème de la favela ne donne pas lieu à des actions effectives pour le résoudre. Il n'y a, comme le déclare Itamar Silva, directeur de l'IBASE [7] et habitant du Morro Santa Marta, que « précarité et discontinuité » dans les travaux entrepris dans les favelas. Le Morar Carioca [Habiter Rio] [8] est en cours mais, d'après ce que je vois, il prolonge avec un nouveau nom les programmes antérieurs et les anciennes actions dont j'ai déjà parlé. La lutte se poursuit pour les favelas qui ne dorment jamais.

Au cours des 10 années de gouvernement Lula puis Dilma, de quel type de programmes gouvernementaux ont bénéficié les favelas ?

[…] [9] On ne peut nier que beaucoup a été fait en matière d'accessibilité par exemple. Beaucoup de zones à risques ont été supprimées depuis le programme Favela quartier. Mais, par exemple, les nouvelles habitations sont toujours construites avec des matériaux de très mauvaise qualité et, dès les premiers jours d'occupation, des défauts apparaissent. À Triagem, un quartier de Rio où des habitations du programme Ma maison Ma vie ont été construites, les premiers étages ont été inondés lors de la première grosse pluie quand un canal voisin a débordé. Les habitants qui venaient de plusieurs favelas ont eu très peur.

On ne peut nier que les travaux ont créé de nombreux emplois temporaires pour la main-d'œuvre locale qui en a bénéficié directement. Cependant un changement structurel de la politique d'habitation demeure de fait nécessaire pour donner à la favela une infrastructure comparable à celle de la ville : assainissement, adduction d'eau, éclairage, collecte des ordures. On a l'impression que cela ne se fait pas car il y a toujours l'espoir qu'on pourra en finir avec cette partie de la ville qui est vue comme une non-ville. Mais oui, beaucoup de choses se sont améliorées.

Mônica, d'après ce qu'on lit dans la presse nationale brésilienne, les gouvernements Lula et Dilma n'ont rien fait pour améliorer les conditions de vie des couches les plus pauvres et de la classe moyenne. Il y a un an la popularité de ces gouvernements était intacte, tout le monde

faisait l'éloge des programmes d'inclusion sociale. Lors des visites que j'ai faites dans les favelas, je peux témoigner qu'il y avait un certain enthousiasme et des espoirs. Beaucoup disaient que la vie dans les favelas était bien meilleure qu'auparavant, malgré les critiques des gouvernements qui ne manquèrent jamais. On ne pouvait pas comprendre si la critique était dirigée contre les gouvernements locaux ou contre le gouvernement central. Pour toi, en quoi le gouvernement fédéral s'est-il trompé ? Et quelles sont les priorités urgentes qui n'ont pas été prises en compte ?

[…] La question n'est pas de savoir ce qui revient à tel ou tel gouvernement, mais que la favela doit être comprise comme une autre façon de vivre dans la ville, en lui appliquant une politique publique au moins similaire à celle de la ville dite formelle. Il est inacceptable que des gens restent un an sans eau. Ceci n'arrive pas à Copacabana dans la zone formelle, mais ça arrive dans la favela. Des actions sont menées puis s'arrêtent sans apporter la moindre satisfaction à la population : des travaux précaires, sans continuité ; de l'argent public dépensé sans compter et des problèmes chroniques. Ce dont nous avons besoin c'est d'une politique efficace pour les favelas, un gouvernement disposé à regarder les choses en face, principalement au sujet de la propriété définitive. Ce n'est pas avec la police qu'on améliore la situation de la favela. Il semble que pas même un gouvernement progressiste n'a été capable d'abandonner cette idée. Au contraire, ça lui paraît la meilleure des solutions.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3261.
– Traduction de Jean-Luc Pelletier pour Dial.
– Source (portugais) : *Correio do Brasil*, 28 septembre 2013.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] DIAL 3150 - « BRÉSIL - La pacification des favelas de Rio de Janeiro : une « contre-insurrection préventive » ? ».

[2] Bidonville construit dès 1921 sur une haute colline de la zone nord de Rio. Environ 20 000 habitants – NdT.

[3] Le complexe de Maré regroupe plusieurs favelas dans la zone nord de Rio. Environ 130 000 habitants. Lors d'une confrontation avec la police en juin 2013, neuf personnes furent tués – NdT.

[4] Pour les lecteurs qui ignorent la signification de ce terme, il est très utilisé dans le domaine de la sociologie urbaine. Il s'agit d'un phénomène qui peut affecter une zone ou un quartier, après l'implantation, par exemple, de nouveaux commerces ou la construction de nouveaux bâtiments qui vont valoriser la zone et affecter la population locale à faible revenu. Cette valorisation est suivie d'une augmentation du coût des biens et des services, ce qui rend difficile le maintien sur place des anciens habitants dont les revenus sont insuffisants pour demeurer dans un lieu dont la réalité a changé.

[5] Voir DIAL 3150 - « BRÉSIL - La pacification des favelas de Rio de Janeiro : une « contre-insurrection préventive » ? » – note DIAL.

[6] Favela à flanc de colline dominant la mer, sécurisée par la police en 2012 – NdT.

[7] Institut brésilien d'analyses sociales et économiques – NdT.

[8] Programme d’urbanisme commencé en 2010, dans le contexte des Jeux olympiques de 2016 – NdT.

[9] Ces coupures sont celles du texte original – note DIAL.